

## *Communiqué de presse*

# **Malgré de fortes incertitudes, l'optimisme est de mise pour les entreprises de Suisse latine**

**22 novembre 2021 – Après une année 2020 extrêmement compliquée, la reprise économique se confirme. Selon l'enquête menée de manière coordonnée par l'ensemble des Chambres de commerce et d'industrie de suisse latine (FR, GE, JU, NE, TI, VD, VS) auprès de 2'000 entreprises cumulant 135'000 emplois, la marche des affaires s'est nettement améliorée au cours des derniers mois. Malgré un fort niveau d'incertitudes et des difficultés qui se sont récemment accentuées – en termes d'approvisionnement et d'accessibilité à la main-d'œuvre notamment – les entreprises tablent sur une activité économique soutenue au cours des prochains mois.**

Les entreprises de suisse latine retrouvent des couleurs. La marche des affaires s'avère en effet « bonne à excellente » pour 43% des entreprises sondées, contre « mauvaise à médiocre » pour 18% d'entre elles, le solde (39%) se déclarant « satisfait ». Plus touché par la récession mondiale l'an dernier, le secteur industriel a également renoué avec la croissance au cours des derniers mois, au gré de l'affermissement de la demande étrangère.

### **Amélioration des marges et reprise des investissements**

Ce regain économique se constate également à travers le niveau des marges. Malgré des prix d'achat sous pression en raison de la pénurie de matières premières, les entreprises sont globalement satisfaites de leur marge d'autofinancement, y compris dans le secteur secondaire. Toutefois, des disparités sont à relever. Un cinquième des sociétés de moins de 30 employés juge sa marge « mauvaise à médiocre », une proportion deux fois plus élevée que pour les entités de plus de 100 collaborateurs.

Par ailleurs, cette amélioration globale des marges se ressent dans la propension à investir. Les entreprises ont finalement été plus nombreuses (37%) à investir cette année que ce qui était prévu (32%). Cette tendance devrait se confirmer puisque le taux s'élève à 38% pour les projets planifiés en 2022. De manière détaillée, 57% des entreprises de l'industrie/construction et 31% des sociétés de services investiront l'an prochain.

### **Le marché de l'emploi en nette reprise**

Sur le front de l'emploi, une entreprise sur quatre (24%) a augmenté ses effectifs cette année, alors que 15% ont dû les réduire. Les sociétés de plus de 100 collaborateurs ont été particulièrement dynamiques, 40% d'entre elles ayant procédé à des embauches en 2021. L'an prochain, 22% des entreprises prévoient d'augmenter leurs effectifs alors que seules 5% s'attendent à devoir supprimer des postes de travail. Ces perspectives réjouissantes s'observent autant dans le secteur secondaire que tertiaire.

L'amélioration entrevue sur le marché de l'emploi se constate également à travers l'évolution prévue des salaires. Plus de la moitié des entreprises prévoient en effet une augmentation en 2022, pour

une hausse de 1% en moyenne (1,1% dans l'industrie, 1% dans les services). Malgré la récession de 2020, l'évolution des salaires début 2021 s'était élevée à 0,8% en moyenne.

### **Des pénuries de main-d'œuvre se font sentir**

La médaille de l'évolution positive sur le front de l'emploi comporte également son revers : plus d'un quart des entreprises du secteur tertiaire rencontrent des difficultés de recrutement, alors que cette problématique touche même près d'une entreprise industrielle sur deux. Après une accalmie en raison de la crise du Covid-19, ces difficultés sont donc en recrudescence et ne devraient pas s'atténuer avec la poursuite de la reprise économique. La main-d'œuvre qualifiée est le type de profil le plus cité par les entreprises faisant état de difficultés de recrutement (80%). Les cadres intermédiaires (36%) et les cadres supérieurs (16%) sont également mentionnés alors que les difficultés touchant la main-d'œuvre non-qualifiée (10% des cas) et les apprentis (8%) restent pour le moment moins importantes.

Parmi les solutions à envisager, les entreprises sondées préconisent en priorité une amélioration de l'orientation professionnelle et la revalorisation de certaines filières de formation. Miser davantage sur la formation continue est par ailleurs suggéré par plus d'un tiers des sondés. L'embauche de main-d'œuvre indigène devrait également être favorisée par des mesures telles que la flexibilisation du temps de travail (36% des répondants), des incitations fiscales (30%) et l'augmentation du nombre de places de crèches (17%).

### **Les difficultés d'approvisionnement se confirment**

De nombreux acteurs sont également confrontés à des pénuries de matériel. Deux tiers des entreprises industrielles, respectivement un quart des sociétés de services, font état de difficultés d'approvisionnement, induisant diverses conséquences sur leurs affaires. Retards de livraison et prix d'achat en hausse sont les plus fréquentes. Avec également des coûts de transport en augmentation, la moitié des sondés dénotent un impact négatif sur les marges.

Les entreprises tentent de parer à ces difficultés par différents moyens, en diversifiant leurs fournisseurs ou en faisant preuve d'ingéniosité, comme l'atteste l'utilisation de matériaux de substitution par un quart des répondants. Si certaines sociétés ont réussi à renégocier des contrats, une majorité n'a eu d'autre choix que de répercuter la hausse des coûts sur les prix de vente. Ces difficultés d'approvisionnement sont malheureusement parties pour durer : un tiers des répondants ne s'attendent pas à un retour à la normale avant le 2ème trimestre 2022, alors que, signe du fort manque de visibilité, près de 40% des entreprises n'arrivent tout simplement pas à prévoir quand la situation reviendra à la normale.

### ***Une enquête représentative***

*L'enquête a été menée par chacune des Chambres latines de commerce et d'industrie du 23 août au 14 octobre 2021. Près du quart des 9'200 membres des CLCI ont répondu, ce qui correspond à 1'990 réponses (553 entreprises industrielles et 1'437 sociétés de services). L'ensemble des entreprises ayant répondu occupe 135'000 collaborateurs dans leurs cantons respectifs et près d'un demi-million sur l'ensemble de la Suisse.*

**Contacts pour plus d'informations:**

**Fribourg** – Philippe Gumy – Directeur adjoint CCIF – 078 739 53 83 – [pgumy@ccif.ch](mailto:pgumy@ccif.ch)

**Genève** – Alexandra Rys – Directrice communication CCIG – 022 819 91 46 – [a.rys@ccig.ch](mailto:a.rys@ccig.ch)

**Jura** – Pierre-Alain Berret – Directeur CCIJ – 079 322 89 03 – [paberret@ccij.ch](mailto:paberret@ccij.ch)

**Neuchâtel** – Florian Néméti – Directeur CNCI – 032 727 24 10 – [florian.nemeti@cnci.ch](mailto:florian.nemeti@cnci.ch)

**Tessin** – Luca Albertoni – Directeur CCI-Ti – 079 444 73 90 – [albertoni@cc-ti.ch](mailto:albertoni@cc-ti.ch)

**Valais** – Vincent Riesen – Directeur CCI-Vs – 027 327 35 35 – [vincent.riesen@cci-valais.ch](mailto:vincent.riesen@cci-valais.ch)

**Vaud** – Patrick Zurn – Responsable économique CVCI – 076 373 36 20 – [patrick.zurn@cvci.ch](mailto:patrick.zurn@cvci.ch)